

La vie politique en Europe et dans le monde

Jean-Pierre Gouzy

Rédacteur en chef puis directeur politique de L'Europe en formation, Secrétaire général du Centre international de formation européenne (1954-1982), il a également présidé l'Association des journalistes européens de 1978 à 1982. L'auteur tient cette chronique depuis 1964.

En juin 2010, comment peuvent s'observer et se décrire, à grands traits, les changements de plus en plus accélérés du monde dans lequel nous vivons ?

- Nous assistons – c'est un premier fait – à la montée en puissance continue de grands États continents, en tête desquels la Chine, l'Inde, le Brésil. Mais ce ne sont pas les seuls... Derrière les « leaders » viennent des pays comme le Mexique, l'Indonésie et peut-être même cette Afrique du Sud qui accueille, en ce moment même la coupe mondiale de football avec son bourdonnement assourdissant des vuvuzelas actionnées par les fans des « Bafana Bafana ». Passons !

- La croissance est de retour hors de l'Europe. Elle est revenue encore modestement, mais quand même très honorablement aux États-Unis (3,2 %). Elle est florissante en Chine où le pourcentage de 10,5 % est annoncé ; en Inde (8,6 points) ; au Brésil (de 6 à 7 %), avec un pic surprenant de 9,84 % au premier trimestre, par rapport à la même période de 2009. Un mot sur le Brésil : l'ère présidentielle de cet étonnant métal, élu des favelas, Luiz Ignacio Lula da Silva, se termine apparemment en beauté.

Don de la providence, le géant pétrolier Petrobras devenu la première société d'Amérique latine, a découvert des gisements miraculeux dans les eaux profondes de l'océan, au large du Brésil (on parle de 50 milliards de

barils de brut). Mais attention, toute bonne nouvelle a son revers : la surchauffe crée l'inflation. Petrobras est confronté aux mêmes défis que ceux dont BP fait la triste expérience, dans le golfe du Mexique où la compagnie britannique a provoqué une catastrophe écologique ; quant à Lula, souhaitons que son succès lui laisse la tête froide. L'opportunité de sa tentative de médiation en compagnie du turc Erdogan dans le différent nucléaire qui oppose Téhéran à la communauté internationale a été très généralement mal reçue, notamment à Washington.

- Autre enseignement de la période récente : si les États-Unis représentent encore à eux seuls le tiers du revenu brut mondial et si l'on peut considérer qu'ils sont sortis, pour l'essentiel, de la crise, malgré l'ampleur du chômage et de la déprime immobilière, ils se sont extrait du marasme des années 2008-2009 affaiblis. Aussi le président Obama a clairement fait savoir « que les Américains ne peuvent plus porter tous les fardeaux du siècle ». Sans doute faisait-il allusion surtout à la part prise par son pays dans les dépenses militaires mondiales : 661 milliards sur un total de 1 531 milliards de dollars, selon les estimations de l'Institut international de recherches pour la Paix de Stockholm (le SIPRI). Les États-Unis, qui disposent des technologies militaires les plus sophistiquées, restent, en effet, la seule puissance capable d'entretenir des forces terrestres ou aéronavales et des bases militaires aux quatre coins du globe. C'est eux – et certes pas l'Europe – qui arbitrent les tensions du Moyen-Orient, mènent des expéditions militaires en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, maintiennent le statu quo entre la modernissime Corée du Sud et la cadavérique Corée du Nord, l'un des pays les plus dangereux du monde. Même si les poètes évoquent ce proche voisin de l'Empire du « Soleil levant » comme le pays du « Matin tranquille ».

- Troisième enseignement de la crise hors norme que nous venons de vivre : le pouvoir des forces de frappe économique et financière. Le monde est toujours conditionné par l'équilibre des puissances et des affrontements géopolitiques incessants, mais il l'est tout autant, sinon plus, par les quelque 60 000 firmes multinationales existantes et leurs centaines de milliers de réseaux qui contrôlent largement la production mondiale et le commerce international. Google et les grandes banques mondiales, en tête desquelles les banques américaines, sont capables, comme on a pu le constater et comme certains observateurs l'ont souligné, d'entretenir des rapports de force, voire d'affrontement, avec les États dominants.

Que signifie, dans cet ordre d'idées, l'expression « *too big to fail* » ? Si non que, d'une manière générale les mammoths bancaires (comme Goldman Sachs, Bank of America, J-P Morgan) et les grandes assurances ou les

géants du crédit hypothécaire (comme Fannie Mae et Freddie Mac) sont considérés comme trop stratégiques pour qu'on prenne le risque destructeur de les laisser faire faillite. À cet égard, le dépôt de bilan de la banque Lehman Brothers, toujours aux États-Unis, a eu des effets dévastateurs dans le développement de la crise financière. C'est pourquoi, le gouvernement américain, puis les gouvernements européens n'ont pas hésité, quand ils l'ont estimé nécessaire, à renflouer des mastodontes de la finance, dans le but d'éviter ce qu'ils redoutaient par-dessus tout : une grande dépression comparable à celle des années 1930. Jusqu'ici, la déflation nous a été épargnée au prix néanmoins d'une chute significative de la croissance ces deux dernières années. L'alanguissement de cette croissance dans l'Union européenne devient à la longue difficile à gérer, au prix d'un endettement vertigineux.

- Quatrième observation : l'axe de la croissance mondiale est aujourd'hui, celui que composent l'Asie avec les États-Unis, dont le dollar demeure encore, et de loin, la grande monnaie de réserve.

Selon l'OCDE, les pays industriels développés qui pèsent encore 51 % du PIB mondial en 2010 n'en représenteront plus guère, et au mieux, que 40 % dans vingt ans. À cet égard, la crise a été un « accélérateur » de ce rattrapage puisqu'en 2009, tous les pays qualifiés de développés sont tombés en récession (à l'exception de l'Australie, de la Corée du Sud et de la Pologne). Ainsi, les pays qui bénéficient d'une croissance deux fois supérieure à celle des États industriels sont passés de 12 à 65 depuis le début des années 2000. Le commerce entre les pays du Sud s'est trouvé multiplié par dix. Le Brésil, l'Inde et l'Afrique australe ont désormais la Chine comme partenaire leader et non l'Europe ou les États-Unis. Le Soudan idem.

La crise a donc indéniablement accéléré cet extraordinaire basculement. La croissance des géants chinois et indiens, notamment, a stimulé celle des Africains, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine, riches en énergie et grands producteurs de matières premières, en particulier de métaux. Les aires de pauvreté ont régressé dans le monde. Le nombre des pays très pauvres (un dollar et demi par jour et par habitant) a été réduit d'un quart depuis 1990. Plus un pays latino-américain n'est concerné, contrairement à l'Afrique centrale et la plus grande partie de l'Afrique occidentale, sans oublier à l'est du continent noir des pays isolés comme Madagascar, la Somalie, l'Érythrée, ou en Asie, le Pakistan, l'Afghanistan, le Népal, qui ont tous connu ou connaissent des troubles civils et militaires. Ce qui n'est pas le fait du hasard!

Crise mondiale : l'euro dans l'œil du cyclone

Entrons maintenant dans le vif du sujet : celui d'une crise mondiale qui a provoqué, depuis le début de l'année, des orages d'intensité variable, mais qui de fil en aiguille, a profondément ébranlé la zone euro et menace les fondements de la monnaie unique européenne, alors que l'endettement a gagné du terrain partout et que le chômage frappe durement les États-Unis (9,9 % en avril) comme l'Euroland (10,1 %), mais aussi le Royaume-Uni.

Comment, tout d'abord, en sommes-nous arrivés là ?

Jacques Attali, dans son dernier livre publié en mai 2010¹, le rappelle remarquablement :

« À la mi-2008, aux États-Unis, les ménages les plus pauvres, surendettés ne peuvent plus honorer les crédits dits subprimes, accordés à la légère à des gens insolubles. Les banques qui transfèrent les risques réalisent que personne ne sait plus qui, de par le monde, est le détenteur final de ces créances titrisées, empaquetées, revendues. [...] Les marchés se ferment, les banques ne trouvent plus de liquidités. Certains établissements bancaires, comme Lehman, font faillite. [...] »

Au total, à la fin 2009, le système bancaire américain accumule des pertes de l'ordre de 4 trillions, financées aux trois quarts, par le budget fédéral qui s'endette massivement à cette fin.

Comme celui des États-Unis, les gouvernements européens en 2008 et 2009, apportent à leurs banques en difficulté d'énormes ressources budgétaires – qu'ils n'ont pas : 2,1 % du PIB en liquidité, 2,7 % en capital, 20,5 % en garantie. En conséquence, en moins de deux ans, la dette publique augmente en moyenne en Europe de 14,5 points du PIB, ce qui est totalement inédit. »

Bref, le développement abyssal des déficits occidentaux et la montée de la dette ont provoqué une perte de confiance des marchés. Les failles systémiques de la zone euro sont apparues au grand jour. Le cas de la Grèce s'est manifesté tout d'abord (133,2 % d'endettement public et 13,6 % de déficit public). Les agences de notation, sur le cas desquelles nous reviendrons, ont en même temps déclassé la Grèce. L'euro a recommencé à plonger.

L'Espagne s'est, à son tour, trouvée visée par les spéculateurs, pour deux raisons : l'augmentation du déficit public (11,2 %), le fait que la dette privée atteint 127,8 % du PIB, même si la dette publique était presque raisonnable jusqu'à des temps récents (de l'ordre de 67 % du PIB). De plus, les prix de l'immobilier se sont effondrés dans un pays où le chômage atteint 20 % de la population active.

1. *Tous ruinés dans dix ans ? Dette publique : la dernière chance*, Paris, Éd. Fayard, 2010

Le Portugal a été mis en cause dans la foulée. L'agence de notation Standard & Poor's a dégradé la note lusitanienne dès le 24 avril dernier. Le film des événements les plus récents s'est déroulé de la manière qui suit :

- Le 11 février, un « sommet » européen extraordinaire est convoqué avec un objectif unique. On s'accorde sur les grandes lignes d'un projet financier commun pour sauver la Grèce. L'Allemagne manifeste de l'humeur : premier pays de la zone euro, du fait de son potentiel industriel, commercial, économique, elle sait qu'elle va devenir le principal bailleur de fonds du plan de sauvetage. D'autre part, nul ne conteste le coût exorbitant que fût pour elle celui de la réunification. L'Allemagne reproche aux Grecs leur laxisme et les mensonges avérés des autorités politiques et régaliennes d'Athènes quant à la réalité des déficits cumulés. Le 17 mars, devant le Bundestag, la chancelière évoque publiquement la possibilité (que n'offrent pas les traités actuels) de bouter hors de la zone euro des pays structurellement déficitaires. Autrement dit, à Berlin, on n'accorde plus crédit aux promesses d'Athènes.

- Cependant, le 25 mars, les 16 États membres de la zone euro se mettent d'accord sur un premier plan d'aide de 20 milliards d'euros à la Grèce et, d'autre part, pour demander au Fonds monétaire international aujourd'hui managé par Dominique Strauss-Kahn, de mettre lui-même la main à la poche (10 milliards d'euros).

- Le 11 avril, les compères de la zone euro réviseront leur plan à la hausse. Il est désormais question pour eux de prêter aux Grecs 30 milliards d'euros à 5 % d'intérêt. Mais les marchés continuent à manifester leur incrédulité. À preuve : les taux des obligations grecques à dix ans (prime de risque pour prêter à la Grèce) atteindront 7,7 %.

- Le 23 avril, le gouvernement d'Athènes, qui s'y était refusé jusque-là, accepte l'aide financière de la zone euro et du FMI. Les réalités sont les réalités : il lui faut trouver 32,5 milliards pour se refinancer avant la fin 2010 et il n'a plus la possibilité d'emprunter raisonnablement au taux que les marchés lui consentent implacablement. L'agence de notation Moody's, le 22 avril, a dégradé la note qu'elle accordait à la Grèce qui, désormais, devrait donc payer plus de 8,5 % de taux d'intérêt pour ses emprunts. Aussitôt la nouvelle connue, l'euro plonge. À Athènes, on braille sous l'Acropole « *FMI go home* ».

- Le 2 mai, nouvelle réunion des ministres. Les marchés ont, en effet, continué à manifester leur défiance quand le taux de l'emprunt grec à dix ans a atteint 9,40 %, au moment où le taux d'emprunt pour la même période était de 3,038 % en Allemagne. Cette fois, les Grecs seront victimes d'une nouvelle dégradation de l'agence de notation Standard & Poor's.

Les ministres de la zone euro portent l'enveloppe d'aide à la Grèce à 110 milliards d'euros. Quatre-vingts milliards seront à la charge des États membres, 30 milliards provenant du FMI. Le tout sous forme de prêts. De son côté, Athènes promet un programme d'austérité drastique: 13^e et 14^e mois supprimés pour les fonctionnaires, augmentation de la TVA, diminution des investissements publics, durée de cotisation pour la retraite passant de 37 à 40 annuités, etc...

Messieurs les marchés font la moue: ils demeurent sceptiques. Ils ne croient manifestement pas que l'aide prévue puisse venir à bout du déficit budgétaire grec, selon le calendrier prévu, malgré les engagements d'Athènes.

Par ailleurs, la contagion de la crise grecque à l'Espagne se précise, mettant l'euro en danger. La tendance baissière des bourses mondiales reprend, le sentiment prévaut qu'elles paraissent prendre une sorte de malin plaisir à se faire peur.

• Le 7 mai, l'euro est au plus bas depuis octobre 2008 (1,27 dollar pour 1 euro). Le taux de l'emprunt d'État grec à dix ans atteint 11,8 %, record absolu! Angela Merkel et notre Nicolas national s'engagent dans une lettre commune publiée la veille à « préserver la stabilité et l'unité de la zone euro ». Chacun est parfaitement conscient qu'une contamination de la crise grecque aurait les effets qui, sans dramatiser, pourraient être perçus comme « dramatiques ». C'est pourquoi, précédé d'une téléconférence des ministres des finances du G7, un sommet de l'eurogroupe met en place, le 9 mai, un plan infiniment plus ambitieux que les précédents, impliquant la mobilisation potentielle de 750 milliards d'euros, qui sera finalisé par le conseil Ecofin aux premières heures de la nuit du 10 mai. Le mécanisme de stabilisation européen prévoit d'abord un volet communautaire qui, se fondant sur le traité de Lisbonne (art. 122.2), permet de mobiliser à peu près 60 milliards d'euros sur la base des sommes disponibles au titre de marges budgétaires communautaires.

Deuxième volet: création d'un instrument intergouvernemental pour une durée de trois ans, fonctionnant comme un fonds de 440 milliards d'euros à disposition des États membres, apte à lever de l'argent sur les marchés pour racheter des titres de dette provenant de tout État faisant appel à ce fonds baptisé, en tant que structure *ad hoc*, « *special purpose vehicle* » (SPV).

La garantie d'emprunt apportée par les États joue au prorata de leur participation à la BCE. La part française sera de 88 milliards d'euros.

L'activation de tout soutien se fera, évidemment, en échange d'engagements précis comparables à ceux que le FMI exige en matière de gestion

budgétaire. Par ailleurs, parallèlement, le FMI proprement dit a décidé de participer à ce montage de 750 milliards d'euros à hauteur d'au moins la moitié des contributions des Européens, soit en principe 250 milliards d'euros.

De son côté, la Banque centrale européenne a décidé d'activer ce que d'aucuns ont qualifié d'« arme nucléaire », en achetant de la dette. En clair, cette disposition revient à prêter de l'argent aux États en difficulté.

Ces mesures ont été accueillies, dans l'ensemble, avec soulagement, mais cette fois encore avec un certain scepticisme. Alors que Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers, martelait à Paris que « l'euro n'était absolument pas menacé », certains commentateurs n'hésitaient pas à écrire que « l'euro est à l'agonie » (par exemple, Pierre-Antoine Delhommais dans *Le Monde* daté du 9 mai en invoquant les avis de certains des meilleurs économistes).

Pourtant, les grandes puissances ont salué la décision prise par les gouvernements et les institutions de la zone euro : le premier ministre chinois, Wen Jiabao, mais surtout les autorités américaines, à commencer par la Maison Blanche qui a dépêché en Europe, à cet effet, le secrétaire d'État au trésor, Timothy Geithner. Les places financières ont également applaudi à ce qu'on peut appeler un « plan d'aide historique » des Européens, tandis que la Grèce devait recevoir quelques jours plus tard un premier versement de 20 milliards d'euros, ce pays étant notamment dans l'incapacité de faire face, seul, au remboursement, le 19 mai, d'un prêt obligataire de 9 milliards de dollars. Cependant, ce soulagement s'est vite nuancé. Dans quelle mesure peut-on, en effet, résoudre une crise de dettes par plus d'endettement ? Le fait, pour la zone euro, d'avoir pu affronter, non sans peine et tergiversations, sa première grave crise, ne suffit pas. Il faut réduire l'endettement, sans pour autant asphyxier la croissance par des contraintes trop drastiques.

- Du coup, les marchés ont recommencé à s'inquiéter dès le 15 mai, avec de nouveaux plongeurs des places boursières et la poursuite de la baisse de la monnaie européenne face au dollar. L'ambiance demeure électrique. Il suffit de rumeurs (par exemple d'interventions concertées des banques centrales) pour faire rebondir l'euro de 1,22 dollar à 1,26 le 19 mai. Idem pour les indices boursiers. L'inverse pouvant se produire avec la même rapidité.

Il est vrai que nous sommes loin d'être sortis de la crise grecque. En témoignent le fait que le 14 juin encore, l'agence de notation Moody's abaissait la note de la Grèce de quatre crans, la reléguant dans la catégorie spéculative. En raison de quoi ? En raison des risques de non-remboursement de sa

dette, alors que deux autres pays méditerranéens – l'Espagne et le Portugal – posent également problème. Sans parler de notre propre problème.

• Avant de jeter un regard sur les conséquences des événements qui précèdent pour des pays européens clés engagés dans le périple communautaire, revenons sur certaines causes majeures de la rupture économique actuelle afin de tenter d'en tirer des conclusions indispensables en insistant sur l'importance de ce mois de mai 2010 pour l'avenir de la monnaie unique, *seul véritable symbole souverain* de l'Europe qui se forme.

Le fait, pour nos responsables politiques d'avoir pu surmonter leurs querelles et leurs appréhensions en opposant une garantie de 750 milliards d'euros aux coups de boutoir des spéculateurs le 9 mai doit être considéré comme un tournant de la crise, même si l'euro a continué dans la foulée à reculer face au dollar, pour coter le 7 juin 1,18 dollar seulement. Cette dépréciation monétaire, si désagréable qu'elle puisse paraître, a eu au moins un aspect momentanément positif: elle a donné une bouffée d'oxygène au commerce extérieur de la zone, en frôlant le cours qui avait été le sien au soir de son lancement, le 4 janvier 1999 (1,18 dollar étant sa première cotation sur le marché). De plus, tout est relatif: l'euro a oscillé entre 0,82 pour 1 dollar le 24 novembre 2000 (plus bas taux historique) et 1,59 dollars le 23 avril 2008, plus haut niveau historique. Comme le dollar, l'euro joue au yo-yo. On aimerait qu'il en soit autrement, mais cette instabilité reflète celle de notre univers contemporain.

Dans le même esprit, on peut apprécier ou encore fustiger les plans de rigueur qui ont été mis en place depuis le début de l'année dans l'Union européenne, sachant que ceux-ci n'ont pas la même intensité et n'utilisent pas toujours les mêmes ingrédients, mais, c'est un fait que la rigueur budgétaire (qu'on l'appelle par son nom ou pas) s'est partout imposée comme une évidence. La vraie difficulté est d'apprécier jusqu'à quel point il faut être rigoureux sans provoquer des chocs sociaux graves et sans brider plus encore une croissance qui s'annonce déjà anémiée en Allemagne, en France, au Royaume-Uni, entre autres, puisque dans ces pays les prévisions aujourd'hui oscillent généralement pour 2010 entre 1 et 1,5 %, sans parler de l'Espagne, de la Grèce et de l'Irlande où les prévisions restent négatives. D'un autre côté, mettons-nous dans la tête qu'il faut absolument renverser la tendance haussière de la dette souveraine en commençant par une diminution incontournable et significative des déficits publics.

Voici maintenant un bref tour d'horizon de la conjoncture économique et financière, ainsi que de la situation politique dans un nombre significatif de composantes du kaléidoscope européen.

• *En Allemagne*, on a réussi à juguler les déficits publics à 5 % du PIB, mais la dette publique dépassera les 78 % en 2010 ; la croissance resterait médiocre (1,2 point). Le taux de chômage a été ramené à 7,1 % en avril. « Pour nous, a déclaré à haute et intelligible voix Angela Merkel, la culture de la stabilité n'est pas négociable ». On est donc entré Outre-Rhin dans une période d'austérité qui n'a guère de précédent depuis la fin de la deuxième guerre mondiale : 80 milliards d'euros d'économies jusqu'en 2014. Berlin a choisi de couper aussi bien dans les dépenses de l'État que dans les aides et allocations sociales, tout en créant des taxes spécifiques sur l'aérien et le nucléaire. La suppression de 40 000 soldats dans la Bundeswehr est sérieusement à l'étude.

L'Allemagne de Merkel, grande puissance exportatrice du continent européen, n'est plus celle d'Adenauer, ni même de Kohl, dont la capitale était à Bonn, alors que la chancellerie a grandi de l'autre côté du rideau de fer. Réunifiée pleinement désormais, c'est un pays décomplexé qui reste fidèle à la construction européenne mais qui entend au besoin passer outre, s'il le faut, des blocages, qu'il s'agisse de ses partenaires ou des institutions encore communautaires mais qui, en fait, penchent vers l'intergouvernemental. J'en veux pour preuve : l'arrêt extrêmement fouillé et précis pris en 2009 par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe concernant, à propos de la ratification du traité de Lisbonne, la légalité constitutionnelle de chacune des décisions allemandes liées à la construction européenne ; les mesures prises le 18 mai dernier, sans concertation avec ses partenaires par Berlin pour ventes à découvert sur certains titres, sans attendre une décision que la Commission annonçait à cet égard pour l'automne prochain ; l'introduction également dans la Loi fondamentale allemande d'un mécanisme de « frein à la dette » qui jouera pleinement à partir de 2016. Dans tous ces cas de figure, nous sommes devant une montée de décisions unilatérales, même si sur le fond, on doit reconnaître que la chancellerie n'agit pas sans raison. Et puis, alors qu'en France on estime trop raide son attitude dans la crise grecque, en Allemagne on lui a beaucoup reproché d'avoir trop cédé aux pressions internationales. Alors que dans la presse française on ne manquait pas une occasion de fustiger sa gestion de l'affaire grecque, pour le *Tagespiel* de Berlin, « la première puissance économique d'Europe a cédé le gouvernail à la France ». Ce qui aurait valu à la chancellerie de perdre les élections dans la plus grande région d'Allemagne en mai... Cette Rhénanie de Nord-Westphalie comptant 18 millions d'habitants, qui lui permettait d'assurer sa majorité au Bundesrat (Sénat).

Bref, à l'évidence, le moteur franco-allemand a des ratés, malgré les accolades et les embrassades que Nicolas prodigue à Angela. Rien de grave

encore dans la mesure où Paris et Berlin ont fini par accorder leurs violons, mais ces bisbilles doivent cesser dans l'intérêt du projet européen considéré dans son ensemble. D'autant que l'élyséen président français et la chancelière sont fragilisés par les sondages de politique intérieure. Le premier en devenant la tête de turc de tous les mécontentements consécutifs à la crise et à ses propres bévues. La seconde, parce que l'élection de Christian Wulff, son candidat, à la tête de la République fédérale, le 30 juin, s'est imposée dans la douleur.

• *L'Espagne* vient ensuite sur ma liste par ordre alphabétique... On ne lui reproche aucune tricherie, pas plus qu'à son voisin portugais qui se débat dans des difficultés comparables, mais le sévère plan d'austérité imposé le 12 mai dernier par le gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero (diminution du nombre de fonctionnaires, gel des retraites, restriction des dépenses publiques) a été particulièrement mal reçu par une partie de la population. Le plan d'ailleurs n'a été accepté par le parlement espagnol qu'avec une seule voix de majorité. L'objectif est de revenir aux normes du pacte européen de stabilité (3 % de déficits publics en 2013 contre 11,2 en 2009).

L'Espagne est restée également menacée par une crise bancaire, les banques se voyant reprocher sur le plan international, notamment allemand, de ne pas avoir encore intégré dans leurs bilans des actifs douteux consécutifs à la chute immobilière qui a déjà miné le réseau de caisses d'épargne. Du coup, les taux d'emprunts espagnols à dix ans ont commencé à grimper. Selon des informations liées à une récente visite du patron du FMI à Madrid, l'institution internationale étudierait discrètement la préparation d'un plan de sauvetage pour l'Espagne.

Pour mettre fin aux rumeurs qui se propagent, notamment en Allemagne, sur l'endettement excessif des banques espagnoles, la banque d'Espagne a annoncé son intention de publier des tests de résistance sur les banques hispaniques. Autrement dit, pour couper court aux rumeurs qui n'ont cessé de s'amplifier sur la santé bancaire de l'Espagne, Madrid a opté pour la méthode du « *stress test* ». Le Conseil européen du 17 juin, a d'ailleurs décidé de généraliser à toutes les grandes banques européennes les tests de résistance à des chocs majeurs (défaillance financière de la puissance publique, chute brutale des bourses, mise en faillite d'entreprises etc.).

De fait, la crise grecque a révélé que les établissements financiers allemands et français étaient les plus exposées dans la crise grecque. Et ce, dans une zone euro dont les banques pourraient concentrer 72 % de l'exposition aux dettes des pays européens à risque. Une paille, en effet!

• Évoquons rapidement le cas de *l'Italie* berlusconienne qui se paie le luxe d'avoir une dette grandissime (la plus forte après la Grèce dans l'Union européenne, à 115,6 % du PIB, soit 1800 milliards d'euros) mais qui a réussi à échapper au couperet des agences de notation grâce à un déficit public de 5,3 % (bien moins que la France) et un chômage de 8,7 %, donc un peu moindre que celui auxquelles sont confrontées les populations de l'ancienne Gaule. D'autre part, Berlusconi et sa majorité ont annoncé, le 25 mai, un plan de 24 milliards d'économies qui a satisfait, pour le moment, Bruxelles et le FMI, d'autant que ce plan, veut réduire l'évasion fiscale et pas seulement le train de vie de l'État

Certes, la popularité du Cavaliere, atteint en mai dernier par un nouveau scandale de corruption, est au plus bas. Mais, le dit Cavaliere a de l'abattage, et trois mois après des élections régionales qui ont été favorables à sa coalition, l'Italie a fait figure, avec une croissance de 0,5 % au premier trimestre 2010, de locomotive d'une très poussive croissance européenne de 0,2 point pendant la même période. Il n'est pas, pour autant, inutile de savoir que le grand meneur de jeu économique au gouvernement, est moins Silvio Berlusconi que Giulio Tremonti qui a reçu l'imprimatur des Nordistes de la populiste Ligue du Nord pour assumer éventuellement la charge de futur premier ministre.

• Dans ce contexte, comme l'a souligné récemment l'économiste Nicolas Baverez, *la France* paraît elle-même « très vulnérable »². En effet, sa dette publique approcherait les 100 % en 2012. Le déficit public annoncé à Bercy pour fin 2010 devrait être de 8,3 % du PIB. C'est ce qu'a confirmé la Cour des comptes, le 23 juin, en s'alarmant de la dérive des finances publiques françaises.

Comment s'en étonner quand on sait que notre dernier budget en équilibre date de 1974; quand on sait, aussi, que pour freiner la montée jusqu'ici irrésistible de la dette souveraine, l'État devra, entre autres procédures, vendre 1700 immeubles entre 2010 et 2013; quand on se souvient que chaque année nos prévisions budgétaires systématiquement trop optimistes sont démenties par les résultats; que notre croissance, malgré les cocoricos de Mme Lagarde, n'a pas dépassé 0,1 % au premier trimestre, même si le deuxième trimestre s'annonce plus réconfortant; que la dette des administrations publiques³ a atteint 1 489 milliards d'euros en 2009; que dans ce pays, le taux des prélèvements obligatoires est plus élevé que celui de ses autres grands compétiteurs européens (Allemagne, Espagne, Italie, Royaume Uni), même si nos voisins de Belgique en subissent plus

2. *Le Monde*, 11 mai 2010

3. Dettes d'État + sécurité sociale + collectivités locales

encore, de même que le Danemark et la Suède. D'où l'idée de Nicolas Sarkozy inspirée par l'exemple Merkel, d'inscrire dans le Constitution une réforme « faisant obligation à chaque gouvernement issu des urnes de s'engager sur une trajectoire de déficit, chaque gouvernement devant simultanément s'engager sur la date à laquelle l'équilibre des finances publiques est atteint ». Comme si un gouvernement peut savoir, au début de la législature, quels seront les aléas de la conjoncture imposés, par exemple par une crise dans laquelle nous n'avons rien à voir, comme celle des *subprimes* américains...

Par ailleurs, ce qui est prévu et adopté par la Constitution allemande n'est pas de même nature (le déficit sera limité Outre-Rhin à 0,35 % du PIB, à partir de 2016). Et puis, comment voulez-vous gérer communautairement une Union qui se veut économique et monétaire où chaque État membre fixera une méthodologie qui lui sera propre en matière de déficits publics? Nous dérapons les uns et les autres en voulant faire du « chacun pour soi, séparément » ou « parallèlement » en contradiction avec nos propres engagements communautaires, sur une pente redoutable: celle de l'absurdité!

Nous sommes en France en plein débat sur les retraites. C'est, par définition un débat franco-français que je n'ai pas à aborder ici, mais ce que je sais et sur quoi je veux attirer votre attention, c'est qu'au-delà de ce débat, globalement les déficits français sont dans le collimateur des institutions européennes comme des agences de notation.

La Commission européenne est dans son rôle quand elle fait savoir qu'elle attendait des efforts budgétaires additionnels, mettant ouvertement en doute les hypothèses de croissance retenues par le gouvernement français. Elle a donc émis des réserves sur la traduction en termes réels du programme présenté à Bruxelles par le gouvernement français, en mai dernier, avec pour objectif de ramener le déficit public à 6 % en 2011, puis à 4,6 % en 2012, pour revenir enfin à la limite communautairement admise de 3 %, en rabotant les niches fiscale, baissant le train de vie de l'État, gelant en valeur les dépenses publiques (État; collectivités locales; sécurité sociale) et, en se basant sur une hypothèse déjà contestée de croissance de 2,5 % l'an dès 2011. La Commission veut plus de détails sur les intentions à l'horizon 2013, mais cette requête ne tient pas compte de l'échéancier national et tout particulièrement des élections présidentielles de 2012. On s'attend, cependant, d'ores et déjà, à un « effort d'assainissement » presque comparable à celui de l'Allemagne, alors que le taux de chômage est de l'ordre de 9,5 % de la population active en France.

Pour le moment, il faut faire avec... sachant que notre compétitivité est handicapée pour un déficit public supérieur à celui de la moyenne de la zone euro, que notre dette publique 2010 (83,61 %) est supérieure à celle de l'Allemagne (78,8 %), de l'Espagne (64,9), du Royaume-Uni (79,1), que notre taux de chômage (9,5 % de la population active, soit 2,7 millions de personnes) est un boulet supplémentaire, même si notre capacité démographique est plus forte que celle de nos voisins, et même si, à la différence de la Belgique nos problèmes ne sont pas existentiels.

- *La Belgique*, en effet, n'est pas seulement confrontée à une dette publique qui – à hauteur de 333 milliards d'euros – pourrait atteindre à nouveau 100 % de son PIB, avec un taux de chômage qui, en Wallonie, reste plus lourd qu'en Flandre, pour ne pas parler de Bruxelles, mais ce n'est pas son problème numéro un.

Ce problème numéro un est tout simplement celui de l'avenir du pays, depuis les élections législatives anticipées du 13 juin qui ont assuré la victoire des indépendantistes flamands de Bart De Wever. Certes, son parti ne dispose que de 27 sièges sur 83 en Flandre, mais il a un objectif volontariste précis assuré de l'appui du *Vlaams Belang* (extrême droite) pour mettre fin à l'État belge, tandis que les socialistes l'ont emporté en Wallonie. Les partis flamands traditionnels, artisans du compromis fédéral ont été désavoués, notamment les démocrates-chrétiens qui sont encore au gouvernement.

Où va la Belgique? Quel va être le statut de Bruxelles? Les « facilités » dont disposent certaines communes à majorité francophone autour de la capitale vont-elles disparaître? Une grande incertitude plane. Bart de Wever veut aujourd'hui rassurer (« n'ayez pas peur » lance-t-il aux francophones). Pour rassurer, il a d'ailleurs offert au leader francophone socialiste Elio Di Rupo, de devenir premier ministre d'une sorte de gouvernement de transition. Ce que l'Anversois désire à terme, c'est une « évaporation » tranquille de l'État belge. Pas question de violences de type yougoslave évidemment, fidélité aussi à l'Europe communautaire. Le lion des Flandres flotte à côté du drapeau européen, de même qu'en Wallonie, le coq gaulois. Pour le moment, il s'agit de mettre fin à la sécurité sociale commune et donc aux transferts fiscaux interrégionaux à la charge de la région flamande. Il s'agit, aussi, de mettre un terme aux droits concédés à la minorité francophone de Flandre, et de promouvoir une sorte de cogestion de Bruxelles, même si la ville compte près de 90 % de francophones.

À terme, au fond, la seule question qui se pose est la suivante: aurons-nous un jour comme partenaire, un seul État belge ou deux États belges, alors que la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil des ministres siègent à Bruxelles, ainsi que le Comité économique et social

européen et le Comité européen des régions, sans parler de l'OTAN dont le siège se trouve à Evere, à la sortie de Bruxelles, mais en terre flamande et le Shape à Mons en terre wallonne ?

Au moment où, au nom de l'Union européenne, nous avons tenu à faire de la solidarité transnationale notre règle de conduite, ce qui se passe en Belgique n'est pas un cas isolé en Europe. Les récentes dispositions pan-hongroises du gouvernement de Budapest qui va présider l'Union européenne au premier semestre de l'année prochaine, sont également significatives. Je pense aussi, disant cela, aux intentions séparatistes de la Ligue d'Umberto Bossi en Italie : Nord contre Sud, parce que le Sud est un poids pour le Nord. Par ailleurs en Espagne, les Catalans et les Basques affirment de plus en plus leur autonomie dans un cadre légal, même si le terrorisme de l'ETA militaire est en déclin. Au Royaume-Uni les partis autonomistes (pour ne pas dire indépendantistes) écossais, irlandais du nord, gallois ont fait le plein lors des dernières élections législatives, même si la violence a cessé à Belfast et Londonderry.

Si l'Espagne et le Royaume-Uni se sont tant bien que mal adaptés aux rémanences régionalistes, la Hongrie, victime du traité de Trianon de 1920, a toujours considéré celui-ci comme le grand responsable d'un démembrement et vient de le manifester au risque de nouveaux déchirements, notamment avec la Slovaquie voisine.

Quant à la Belgique, née en 1830 dans une Europe pétrie par les nationalismes de l'époque, à la suite d'un accord entre les puissances du temps, avec son statut dit de neutralité perpétuelle de 1831, elle se trouve après deux guerres mondiales et soixante années d'intégration européenne dans une Europe qui n'a plus rien à voir avec celle de ses propres fondateurs. Nous assistons donc, ici et là, au sein de l'Union européenne, à diverses formes de remise en cause fondamentale des États qui la constituent et à mon sens, après l'éclatement violent de la Yougoslavie, nous assistons maintenant à un lent remodelage du territoire européen sous la pression de forces centrifuges. Cette évolution est loin d'être terminée.

À Bruxelles, le débat politique de transition sous la houlette du Roi Albert II va s'engager. L'actuel gouvernement exécutera, le temps qu'il faut, les affaires courantes. On peut, en effet, espérer qu'au-delà de leurs oppositions, Néerlandophones et Francophones feront en sorte que l'inconfort d'une situation de rupture nationale ne déteigne pas sur la marche de l'Union ces prochains mois. Car, c'est là le paradoxe, les Belges à l'exception sans doute de l'extrême droite flamande du Vlaams Belang, se sentent confortablement installés dans l'Union européenne, même si, dans une telle conjoncture, il ne faut pas attendre de leur part de grandes initiatives.

C'est inévitablement une Belgique, elle aussi fragilisée, qui va assumer la double présidence de l'Union au niveau du Conseil européen avec Herman Van Rompuy déjà désigné par ses pairs pour assurer cette charge pendant au moins deux années et demie, et au niveau du Conseil européen des ministres, en faisant appel aux ministres du gouvernement intérimaire actuellement en charge au plan national. Un cas de figure exceptionnel !

On souhaite bon vent quand même à la double présidence belge.

- Enfin, dernier État européen dont il nous faut absolument nous entretenir : *le Royaume-Uni* qui, le 6 mai dernier, lors des élections générales, a infligé une défaite cuisante aux travaillistes de Gordon Brown, au profit des tories de David Cameron, champion du « conservatisme compassionnel » (distinguo subtil qui le distingue du conservatisme chirurgical des thatchériens) et aussi du LibDem (Libéraux démocrates) dont le leader, Nick Clegg fut un élu parlementaire européen. Les deux hommes qui ne s'étaient pourtant pas fait de cadeaux pendant la campagne électorale ont décidé de gouverner ensemble, disposant de 363 sièges sur 650 à la chambre des communes. Un gouvernement de coalition de Sa Majesté a été rapidement formé le 13 mai. Les trois ministères essentiels (*Foreign Office*, chancelier de l'Échiquier, défense) ont été confiés à des Tories.

Selon la tradition, la reine Élisabeth a prononcé son discours du trône en grand apparat. C'était le 25 mai, sa 56^e intervention pour ce type de cérémonie, après avoir parcouru en carrosse et au petit trot le trajet historique qui sépare Buckingham de Westminster, avec à ses côtés le duc d'Édimbourg bardé de chaînes et de décorations. Ceci avant d'annoncer que, couronne impériale sur la tête, « le programme législatif de mon gouvernement sera basé sur les principes de liberté, d'équité et de responsabilité ». Même si les principes énoncés n'ont fait que confirmer, là aussi, les premiers dispositifs de l'austérité, Élisabeth reste le chef d'un Commonwealth britannique fondé en 1931 et qui a résisté à l'épreuve du temps, bien que ses prérogatives soient pour l'essentiel symboliques.

Tories et LibDem, c'est un peu le mariage de la carpe et du lapin, me direz-vous, mais l'empirisme britannique a de la ressource : crise économique oblige, il faut gouverner de concert (puisque le Labour a été écarté). Les libéraux n'ont mis qu'une condition à la constitution du gouvernement : un référendum sur le mode de scrutin uninominal à un tour qui les lamine à chaque compétition électorale, quel que soit leur score. Le dernier premier ministre libéral a, en effet, été Lloyd George en 1922. Fair play, David Cameron a accepté.

- Hors zone Euro, la Grande-Bretagne doit faire face, avec un début d'inflation (3,4 % sur un an en mai dernier), à un déficit public record pour elle (11,5 %), une croissance anémique, et un endettement également élevé (qui pourrait atteindre 80 % du PIB en 2014). Le redressement économique est donc prioritaire. Un premier plan a été présenté dans ses grandes lignes, ce 22 juin, par George Osborne en sa qualité de chancelier de l'échiquier, comportant plus de 40 milliards d'euros de réductions budgétaires de l'État dès 2011. L'objectif étant de ramener le déficit budgétaire de 179 milliards d'euros, cette année, à 24 milliards dans les cinq ans, avec des mesures d'austérité appropriées. Nous sommes prévenus : ce plan sera le plus rude depuis la deuxième guerre mondiale.
- A l'égard de l'Union européenne, David Cameron et le nouveau chef du *Foreign Office* ont fait savoir qu'il n'y aurait pas d'intégration britannique à la zone euro, tandis que toute nouvelle dévolution de pouvoir devrait faire l'objet d'un référendum. Ils souhaitent, au surplus, que le Parlement européen ne siège plus à Strasbourg, mais exclusivement à Bruxelles ; revoir certaines directives et surtout maintenir une relation spéciale privilégiée avec les États-Unis. D'ailleurs trois jours à peine après sa prise de fonction, William Hague, nouveau ministre britannique des Affaires étrangères, était à Washington pour rencontrer sa collègue Hillary Clinton. C'était sa toute première visite à l'étranger depuis la formation du gouvernement Cameron-Clegg
- Bref, en admettant que les continentaux veuillent progresser, ils doivent savoir une fois de plus que ce sera sans la Grande-Bretagne. David Cameron a confirmé, à plusieurs reprises, qu'il s'opposerait d'ailleurs à tout traité transférant des pouvoirs nouveaux à l'Union européenne. À bon entendeur salut !

Cassandra avait raison

Le moment est plus que venu de tirer les premiers enseignements de cette crise et de tenter d'ouvrir de nouvelles pistes pour l'avenir.

• Dans la mythologie grecque antique, Cassandra, fille de Priam, roi de Troie, avait reçu d'Apollon un droit de divination. Quand elle repoussa ses avances, le dieu décida que personne ne croirait à ses prophéties. Pour ma part, j'ai le sentiment très modestement, en tant que chroniqueur, de compter parmi ceux qui ont joué les Cassandra, depuis des années. Je dis « très modestement », mais Jaques Delors lui-même a commis récemment dans un grand quotidien parisien du matin un article pour déplorer, en sa

qualité de père de l'Euro, de ne pas avoir été écouté quand il soulignait en tant que président de la Commission européenne, la nécessité d'équilibrer l'Union monétaire par une Union économique qui ne soit pas de façade. Ce débat se déroulait déjà dans les années 1990. Les gouvernements esquisaient des réponses de principe plutôt compréhensives, mais les textes qui régissent l'activité communautaire n'ont pratiquement pas vraiment évolué à ce propos avec les traités successifs d'Amsterdam, de Nice et de Lisbonne.

Mieux encore, les Cassandre avaient mis en garde les artisans du traité de Maastricht qui avaient érigé en principe (contrairement à l'esprit de solidarité censé inspirer tout traité communautaire) une clause de non-sauvegarde interdisant pratiquement aux pays membres de l'euro de prendre en charge la dette d'un autre pays de la zone. On s'aperçoit aujourd'hui qu'il aurait fallu, au contraire, créer un dispositif communautaire de surveillance capable de sanctionner les États ne respectant pas des normes préalablement convenues et précisées dans les textes. Certes, nous avons hérité du dispositif de Maastricht, un pacte dit de « stabilité et de croissance » qui fixait un seuil maximum pour la dette (60 %) et pour les déficits publics (3 %), mais la Commission européenne ne disposait même pas d'un office statistique apte à débusquer les tricheurs, malgré l'existence d'eurostat. C'est ainsi que des dynasties politiques grecques nous ont menés en bateau jusqu'à ce que « le roi soit nu » aux yeux de tous, quand le désastre des héritiers de la drachme a éclaté au grand jour. Le maintien d'une telle situation, faut-il le dire, est devenu après ce qui s'est passé, parfaitement intolérable et inacceptable.

• Autre constat: dès lors que la Commission européenne et les gouvernements clés de la zone euro ont pris le parti de garder la Grèce dans son sein pour éviter que, par effet de contagion, d'autres pays de l'Union n'y soient contraints et que l'Union européenne, de ce fait, perde toute crédibilité, il eut fallu que les principaux acteurs politiques concernés agissent au plus vite, en mettant en place un dispositif financier capable de contrarier la spéculation et les dérèglements des marchés, en donnant une meilleure chance de sauver les meubles. On y est parvenu, mais après des semaines de démarches et contre-démarches qui ont fini par inquiéter non seulement les investisseurs, mais le FMI, les États-Unis et jusqu'à la Chine qui, d'ailleurs, rappelons-le au passage, a profité de la crise financière grecque pour racheter une partie du port du Pirée où débarquent ses marchandises à destination de l'Europe du Sud. Les Chinois vont de plus, contribuer d'une certaine façon à renflouer les finances défailtantes de la Grèce en créant un vaste complexe hôtelier également au Pirée et signer des

contrats pour importer massivement l'huile d'olive de ce pays jadis béni des dieux. Ces Chinois ont vraiment une présence d'esprit extraordinaire!

Est-ce à dire que la Grèce fera face désormais à ses créances et tiendra les engagements qu'elle a pris, par exemple, quand elle a accepté de réduire son déficit sous la barre des 3 % du PIB dès 2014 contre près de 14 % en 2009? Permettez-moi d'en douter: regagner 11 points de PIB en trois ans, dans la conjoncture qui est la sienne, prendra dans le meilleur des cas, plus de temps, en admettant que la volonté politique du gouvernement grec ne s'émeuse en cours de diète. Il faudra donc probablement des délais plus flexibles. Outre-Rhin, la presse le dit ouvertement et le patron de la Deutsche Bank, Joseph Ackermann a fait une déclaration très claire dans le même sens. Il n'est donc pas encore exclu que les faits imposent un rééchelonnement de la dette grecque.

- Troisième constat: une réforme du système financier occidental (Europe, États-Unis, Japon) s'impose au niveau communautaire et du G7. Le G 20 réuni en « sommet » à Toronto, le 26 juin, a pratiquement éludé la question, alors que ses États membres représentent ensemble 87,9 % du PIB mondial, soit l'équivalent de 50 882 milliards d'euros?

Pour sa part, le Congrès américain a décidé, sans plus attendre, sous l'impulsion d'Obama d'adopter un texte de réforme financière qui concerne les banques, leurs holdings, les *hedge funds*, etc... À Wall Street, dorénavant, les banques ne pourront investir plus de 3 % de leurs « fonds propres durs » et devront filialiser leurs activités de crédit. Une nouvelle taxe de 19 milliards de dollars, collectée auprès des plus grands établissements bancaires, devra financer la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions législatives qui ne comportent pas moins de 1 500 pages de textes.

- Quatrième constat: tant que les États de l'Union européenne ne trouveront pas le moyen de réduire de manière significative leur endettement, la zone euro restera d'autant plus précarisée que le système financier international le demeure lui-même.

Il s'agit, en fait, de deux aspects d'un même tout. La crise systémique du capitalisme financier est globale dans la mesure où les États-Unis également endettés (13 000 milliards de dollars de dettes publiques sur 35 000 milliards dans le monde) sont à l'origine des *hedge funds* (fonds spéculatifs qui gèrent une masse planétaire de 1 600 milliards de dollars); à l'origine également des agences de notation, Moody's, Standard et Poor's, Fitch qui font la pluie et le beau temps dans la planète financière. Leur rôle dans la crise a été mis en lumière par le sénat des USA en mai dernier, et pour la première fois dans son histoire, l'État américain s'est arrogé un droit de regard sur leurs activités en les soumettant à l'approbation d'un orga-

nisme de supervision. En Europe, également, dans le cas de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, où il leur a été reproché de jouer parfois un rôle d'amplification « irresponsable » selon Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, il y a accord sur ce point.

- Enfin, la question de la régulation du système bancaire n'a pas fini de faire couler de l'encre. Là encore, l'exemple américain est emblématique. Plusieurs grandes banques ont, en effet, été accusées d'avoir contribué outre-Atlantique à la crise en vendant à des investisseurs des produits financiers de créances immobilières hautement risqués, tout en profitant de la dévalorisation des titres. Récemment, Goldman Sachs a fait l'objet d'une plainte pour fraude de la *Securities and Exchange Commission*, autorité de surveillance de Wall Street. C'est ainsi qu'on a assisté au spectacle d'une audition de patrons de la première banque d'investissements américaine amenés à s'expliquer de leurs agissements devant le congrès lui-même.

Comme on le voit, le mal est profond et déborde le cadre de l'Union européenne.

Devant de tels faits, l'Europe doit faire face, en montrant qu'elle est encore capable de cohésion. J'énumère les éléments clés du dispositif conjoncturel :

- Refonte du pacte de stabilité et de croissance ;
- Mise sur pied urgissime du Fond de stabilité de la zone euro, prévu en mai. Le FMI a déjà déploré les lenteurs de l'appareil bureaucratique européen à ce propos ;
- Définition d'un réel « droit de regard européen » sur les avant-projets de budget nationaux. Pour une fois, José Manuel Barroso a pris l'initiative. Celle-ci a immédiatement suscité une levée de boucliers parmi ceux qui se veulent les gardiens de la souveraineté nationale. Qu'a dit d'ailleurs le Conseil européen du 17 juin à cet égard ? Il s'est borné prudemment à annoncer que désormais dans le cadre d'un « semestre européen » les « programmes de stabilité et de convergence pour les années suivantes seront présentés à la Commission du printemps, en tenant compte des procédures budgétaires nationales ». Il appartiendra ensuite à la Commission et au Conseil d'évaluer la conformité des règles nationales avec celles du Pacte européen dit de « stabilité et de croissance » ;
- L'un de ces instruments appelé « *stress test* » (tests de résistance) s'imposerait dorénavant aux banques européennes. Les États-Unis ont appliqué cette disposition l'an passé pour leur propre compte, obligeant les très grandes banques américaines à soumettre leurs bilans comptables à une série de scénarios extrêmes. Ces tests et la publi-

cation de leurs résultats ont eu outre-Atlantique, selon les autorités fédérales, des effets positifs.

- Ensuite, toujours dans le domaine conjoncturel, la question d'une taxation des banques reste posée. L'actuelle administration américaine, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, ainsi que la Commission européenne y sont favorables, prévoyant ou arrêtant des dispositions en ce sens. D'autres pays sont hostiles ou encore sur la réserve. Le Conseil européen du 17 juin a décidé de porter le débat au niveau du G20 où le Canada et les principaux États émergents ne se sentent pas concernés. Cette démarche demeure donc incertaine et la Banque centrale européenne s'est montrée prudente jusqu'ici dans cette affaire, même si l'Union européenne a décidé qu'en toute hypothèse, elle irait de l'avant sur ce point sensible au sortir de la période estivale. Le tout est maintenant de savoir quelle sera la portée de cette taxation et si elle sera identique dans les pays européens concernés.
- Enfin, plus largement et profondément, Jean-Claude Trichet qui va quitter la présidence de la Banque de Francfort l'an prochain, au profit, sans doute, de l'actuel président de la Bundesbank Axel Weber, a, en quelque sorte, livré son testament politique, en préconisant, dans une interview publiée le 1^{er} juin par *Le Monde*, une « fédération budgétaire » destinée à compléter la « fédération monétaire » déjà matérialisée par la monnaie unique de la zone euro. Voici le texte de sa déclaration aux journalistes qui l'interrogeaient : « Nous sommes une fédération monétaire. Nous avons maintenant besoin d'avoir l'équivalent d'une fédération budgétaire en termes de contrôle et de surveillance de l'application des politiques en matière de finance publique ». Cette déclaration très générale, mais très significative, n'est pas isolée. À mon sens, elle signifie qu'un tournant important peut être envisagé désormais dans la construction de l'Europe de manière crédible.
- De même, à propos des interprétations différentes auxquelles nous avons été confrontés ces derniers temps, quant aux visions divergentes de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel sur l'étendue d'un nécessaire regain de la gouvernance européenne. Le premier visait la zone euro, la seconde, l'ensemble de l'Union européenne. Dans notre esprit, il ne peut s'agir, en tout cas, que d'un renforcement de la méthode et des outils communautaires et non d'ajouter une dose

d'intergouvernemental aux institutions déjà en place. Il faut être très net sur ce point!

Oui donc, à un « noyau dur » visant notamment à parfaire l'Union économique et monétaire et à créer une autorité politique centrale avec en ligne de mire l'éventualité d'un Trésor européen. Non à une nouvelle « gouvernance » de la zone euro qui par sa nature ne ferait que venir ajouter au patchwork institutionnel européen, mais qui, en fait, apparaîtrait très vite comme un faux-semblant dont le seul résultat serait d'ajouter à la confusion des esprits dans une époque où un économiste comme Alain Cotta, professeur à l'université de Paris-Dauphine, ne craint pas de publier un livre intitulé : *Sortir de l'euro ou mourir à petit feu*.

Et puis, les remarques qui précèdent ne sont pas limitatives. Comme vient de le rappeler Pierre Defraigne qui dirige aujourd'hui la Fondation Madariaga, nous vivons surtout un « moment de vérité » « sur un triple plan budgétaire, fiscal et financier ». En l'état, beaucoup dépendra donc encore des capacités du tandem franco-allemand. Et puis, enfin et surtout, à l'évidence, « nous souffrons d'une absence de vision » alors que de plus en plus nous sommes condamnés en Europe, *nolens volens*, à ne devoir compter que sur nous-mêmes.

Le rendez-vous de Rostov, l'Ukraine et la Pologne

En Europe, où les relations avec la Russie ont fait l'objet d'un « sommet » à Rostov-sur-le-Don, entre le 31 mai et le 2 juin. Côté russe, le président Medvedev avait fait le déplacement. Côté européen, nous avons délégué nos trois mousquetaires statutaires : Herman Van Rompuy, président du Conseil européen ; Catherine Ashton, Haute représentante de l'UE pour la politique extérieure et de sécurité ; José Manuel Barroso, président de la Commission européenne. Tous personnages qui connaissent bien les dossiers. Pas d'effets de manches donc ! Un débat qui devrait porter ses fruits sur la définition d'un partenariat consacré à la modernisation destiné à s'ajouter au partenariat traditionnel en cours de renégociation depuis l'an passé. On a donc parlé de promotion des PME, d'alignement des normes et standards techniques, de la protection des droits de propriété intellectuelle, du renforcement de la lutte contre la corruption, mais on n'a pas vraiment abordé les questions énergétiques, les principaux États de l'Union considérant que dans ce domaine la priorité doit encore être accordée aux intérêts nationaux. Ce qui sied aux autorités russes toujours désireuses de traiter d'égal à égal en bilatéral. Comme le rappelle encore la visite rendue le 19 juin par Nicolas Sarkozy à Dmitri Medvedev.

La Russie d'ailleurs a marqué de nouveaux points en Europe orientale. En particulier, l'essentiel de l'épineux contentieux ukrainien est désormais réglé. Les Russes ont reçu l'assurance de garder le contrôle de la base navale de Sébastopol au-delà du bail actuel, en échange de conditions avantageuses pour la livraison du gaz sibérien. Le Kremlin a obtenu également du gouvernement de Kiev qu'il renonce à sa candidature à l'OTAN en adoptant le statut de « pays non aligné » ; la question d'une adhésion éventuelle de l'Ukraine à l'Union européenne demeurant ouverte, conformément au souhait du gouvernement de Varsovie. Précisément dans le temps où les ambassadeurs de Pologne et de Russie, à Paris, Tomasz Orłowski et Alexandre Orlov, signaient une tribune commune où ils déclaraient voir dans l'accident d'avion survenu à Smolensk et qui a coûté la vie au président polonais Lech Kaczyński, le 10 avril dernier (alors que celui-ci se rendait avec ses plus hauts collaborateurs à Katyn « lieu de massacre de l'élite de l'armée polonaise, par Staline ») un événement tragique susceptible d'« ouvrir le chemin d'un rapprochement » et d'une « réconciliation polono-russe » comparable à ce que fut, après la deuxième guerre mondiale, celle de la France et de l'Allemagne. Acceptons en pleinement l'augure, alors que la Pologne prend progressivement toute sa place dans l'Union européenne et que Bronisław Komorowski, dont les convictions européennes sont comparables à celles de son premier ministre, Donald Tusk, vient de prendre après l'élection du 4 juillet, la présidence de la République fondée par Józef Piłsudski, le 11 novembre 1918.

Quid d'Euromed ?

Dans le bassin méditerranéen, autre facette de l'Union européenne, la mise en œuvre du projet sarkozien d'Union pour la Méditerranée (Euromed) tarde à se concrétiser, d'une part, parce que l'Europe aux prises avec une crise financière homérique – sans jeu de mots – n'est pas prête actuellement à ouvrir largement sa bourse pour financer des projets ambitieux ; d'autre part, parce que les partenaires méditerranéens lui reprochent ses indécisions au Proche-Orient, alors qu'elle assume paradoxalement la charge de la quasi-totalité de l'aide nécessaire à la survivance de la Palestine. Et aussi, il faut bien le dire, parce que le récent arraisonnement israélien d'une flottille à vocation humanitaire dans les eaux internationales, au large de Gaza, provoquant le 29 mai le décès d'une dizaine de personnes dont 9 Turcs, a considérablement dégradé les rapports entre Jérusalem et Ankara, alors qu'une UpM équilibrée peut difficilement s'envisager sans leur coopération. Dans l'Union européenne, les positions ont d'ailleurs divergé à propos de ce regrettable incident. L'Italie et les Pays-Bas ont voté contre

une enquête internationale, le 2 juin au Conseil des droits de l'homme de l'ONU ; la France, le Royaume-Uni, la Belgique, entre autres, se sont abstenus ; la Slovénie a voté pour. C'est ce que les champions de notre actuelle PESC appellent « parler d'une seule voix » dans les affaires mondiales... En réalité, l'efficacité du puzzle européen demeure dérisoire. Seule, en la circonstance, l'autorité dont dispose le président des États-Unis pourrait permettre de sortir d'une impasse qui, le temps passé, se transforme en labyrinthe.

Téhéran et Bagdad

- Au Moyen-Orient proprement dit, le durcissement de la question iranienne est de plus en plus perceptible, le Conseil de sécurité de l'ONU ayant le 9 juin voté à l'initiative de Washington, avec l'accord des Russes et des Chinois, un quatrième train de sanctions. L'Union européenne et les États-Unis ont renforcé, pour leur part, les sanctions onusiennes, notamment dans le domaine bancaire, celui des transports maritimes et celui des investissements de l'industrie pétrolière. Mahmoud Ahmadinejad a rejeté ce qu'il considère comme « un bout de papier sans valeur », qualifiant Barack Obama de « dictateur » et assurant qu'Israël, une fois de plus, « ne survivrait pas ».

Curieusement l'Iran avait notifié, le 24 mai à l'Agence internationale de l'énergie atomique, le texte d'un accord conclu avec les Turcs et les Brésiliens, négocié par Lula qui joue souvent le rôle de porte-parole *de facto* des pays émergents et le premier ministre de Turquie, pays membre de l'OTAN.

- Par ailleurs, toujours au cœur de l'Orient, le sort de l'Irak voisin de l'Iran demeure incertain, les élections de mars dernier n'ayant pas permis encore de former un nouveau gouvernement à Bagdad, avec la participation essentielle pour l'avenir, d'une majorité comprenant des chiites, des sunnites et des kurdes, alors que les attentats sanglants demeurent quasi quotidiens entre Tigre et Euphrate, une terre aussi riche en pétrole qu'en kamikazes. Les militaires américains, de leur côté, continuent à plier bagages conformément aux engagements pris, mais ils s'inquiètent à juste titre des conséquences de leur retrait, après plus de sept années de guerre. En témoigne, le voyage éclair du vice-président américain, Joe Biden, à Bagdad le 3 juillet, alors que les actes de terrorisme d'Al-Qaïda, affaiblie mais toujours présente, se poursuivent sporadiquement. Une seule vraie bonne nouvelle pour l'heure : le premier vol commercial régulier Bagdad-Londres depuis 1990 a décollé le 24 avril dernier.

Kaboul - islamisme

Les conflits en pays afghan et au Pakistan n'ont rien perdu, de leur côté, de leur âpreté. De part et d'autre de leur frontière commune, les talibans sont apparemment toujours aussi actifs. L'OTAN parle de « progrès mesurés » en pays afghan avec un corps expéditionnaire de désormais 140 000 hommes, mais on ne les perçoit guère même si les Américains envisagent un début de retrait à partir de l'été 2011. Encore 102 militaires occidentaux ont été tués en juin. Les militaires râlent : un général français a fait l'objet d'un rappel à l'ordre. Le président Obama a limogé le général Mc Crystal, commandant en chef de l'OTAN en Afghanistan, à l'issue d'un bref entretien à la Maison Blanche, le 23 juin dernier.

L'OTAN a d'autant plus de mal à maîtriser la situation en Afghanistan que l'approvisionnement de ses militaires dépend de la sécurité précaire des routes pakistantaises, pour une part ; et d'autre part, de la base américaine de Manas, au cœur du Kirghizstan, en Asie centrale, où a régné à la fin du printemps un climat de guerre civile interethnique d'une sauvagerie qui laisse pantois, mais où les Kirghizes largement majoritaires dans le pays, ont réussi à imposer une nouvelle constitution approuvée à la soviétique (90,55 % des suffrages exprimés) le 2 juillet dernier.

Matin tranquille et Empire du Milieu

Enfin, beaucoup plus loin sur la carte, une dernière zone de tension se rappelle à notre bon souvenir, aux limites civiles et militaires des deux Corées séparées depuis l'armistice de 1953 par un espace démilitarisé hermétiquement fermé de 280 kilomètres d'est en ouest. Les troupes américaines sont toujours présentes dans une Corée du Sud hautement capitaliste face à une Corée du Nord qu'on peut qualifier de féodalo-communiste. Ce n'est pas tant la rhétorique des violences verbales entre Pyong-Yang et Séoul qui inquiète dans cette région du monde, mais bien les risques de provocations comme celle survenue le 25 mars dernier avec une corvette sud-coréenne torpillée et coulée par un sous-marin nordiste en Mer jaune : 46 morts. Le Conseil de sécurité de l'ONU a été saisi, mais la Chine ménage le petit frère nord-coréen et son dictateur Kim Jung-Il. Une dictature hors norme qui dispose, au surplus, d'un embryon d'armement nucléaire dont le renforcement est annoncé.

C'est pourquoi mieux vaut aujourd'hui se rendre à l'exposition universelle de Shanghai d'un cœur léger pour observer les réussites d'un univers de démesure et de puissance façonné par le maoïsme, c'est-à-dire directement inspiré par le marxisme-léninisme, mais qui a mieux que partout ailleurs,

assimilé à une vitesse impressionnante les arcanes du capitalisme. Système qui, dans la Chine post-maoïste, donne parfois le vertige par sa croissance échevelée, avec un objectif central : devenir l'hyperpuissance mondiale des dernières décennies du XXI^e siècle. Cependant, la vitrine shanghaïse du mao-capitalisme ne doit pas nous faire perdre de vue, pour autant, que le gouvernement de Pékin est aussi confronté aux conséquences de sa propre boulimie en matière de développement : tendances inflationnistes, tensions sociales, notamment dans les jeunes générations ; disparités entre les provinces côtières riches et la plupart, encore, des régions de l'intérieur, même si l'ancienne capitale nationaliste de Tchang-Kaï-Chek est devenue un vivant symbole de l'urbanisation galopante, avec une trentaine de millions d'habitants sur le Yang-Tsé-Kiang au lieu-dit Chongking. De même, sur le plan politique, l'État chinois demande qu'on le laisse en paix digérer les Ouïgours et les Tibétains qui sont appelés à peupler de moins en moins majoritairement l'Est de son empire, au nom de la « souveraineté nationale » reconnue aux seules entités reconnues comme telles qui composent la société internationale dont l'ONU prétend incarner l'illusoire « gouvernance ». A fortiori, quand l'une de ces entités – comme c'est le cas de celle que composent les descendants des fils du ciel – représente à elle seule plus du cinquième de la population du globe.

Nous voilà apparemment bien loin, me direz-vous, des subprimes et des « stress test » Pour ma part, je ne le pense absolument pas. Nous devrions le savoir si, une fois pour toutes, nous voulions bien comprendre la signification profonde de notre époque : *tout se tient dans notre monde contemporain.*

Milan Kundera nous a livré, et j'en terminerai là – pour vous surprendre – un roman qui a conforté sa notoriété, dont l'intrigue se situait dans le contexte du Printemps de Prague, puis de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les Soviétiques, en 1968, intitulé avec superbe *l'insoutenable légèreté de l'être*, dans lequel il a mis en lumière des personnages qui incarnaient admirablement la légèreté et la pesanteur. La légèreté et la pesanteur ? Mais, que dire alors, au terme d'un tel tour d'horizon, de « *l'insoutenable légèreté* » des nations dans l'universelle mutation ?

(Paris, le 8 juillet 2010)